



Strasbourg, 12 novembre 2014
PC-CP/docs 2014/PC-CP(2014)19f

PC-CP (2014) 19

COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS
(CDPC)

Conseil de coopération pénologique
(PC-CP)

4^e réunion plénière

Strasbourg, 5-7 novembre 2014

RAPPORT SOMMAIRE

Document établi par la Direction Générale
Droits de l'homme et Etat de droit

RESUME GENERAL

Le PC-CP en séance plénière :

- A approuvé son ordre du jour, son ordre des travaux et le rapport sommaire de la dernière réunion de son groupe de travail ;
- A tenu compte des informations données par M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, DG Droits de l'homme et Etat de droit, et en particulier de la question de la radicalisation dans les prisons ;
- A aussi tenu compte des informations communiquées par M. Carlo Chiaromonte, Secrétaire du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), au sujet des décisions et des activités de ce comité et, plus spécifiquement, de celles relatives à l'exécution des mesures et des sanctions pénales, et du fait qu'un comité de travail et de rédaction sur la surpopulation carcérale créé par le CDPC tiendra sa première réunion les 8 et 9 décembre 2014 ;
- A pris note du compte-rendu de M. Mauro Palma, Président du PC-CP, sur les travaux menés par le groupe de travail du PC-CP entre les deux sessions plénières ;
- A pris note de la présentation de M. Pinto de Albuquerque, juge à la Cour européenne des droits de l'homme, sur la jurisprudence de la Cour relative à la réclusion à perpétuité, et de la présentation de M^{me} Genevieve Mayer, chef du Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, et a discuté des principaux points soulevés et plus particulièrement de la difficulté à comparer les conditions carcérales et les infrastructures pénitentiaires des pays lors de l'évaluation des situations pouvant déboucher sur des violations de l'article 3 de la CEDH ;
- A examiné et approuvé le rapport sur la violence dans les centres de détention pour mineurs élaboré par le professeur Ton Liefaard, expert scientifique, en se félicitant de sa qualité et de son utilité. Il a décidé d'envoyer le rapport au CDPC pour information et diffusion. Il a aussi décidé d'étudier plus en détail, dans le cadre de ses travaux futurs, la question des violences faites aux jeunes filles détenues ;
- A pris note de la présentation par M^{me} Regina Jensdóttir, coordinatrice pour les droits de l'enfant, DG II, des activités menées ou envisagées dans le cadre de la Stratégie sur les droits de l'enfant et est convenu de la nécessité de traduire sur le plan opérationnel les conclusions et les recommandations figurant dans le rapport sur la violence dans les centres de détention pour mineurs et de les diffuser auprès de tous les ministères compétents et des médiateurs des enfants et de les présenter en interne au groupe inter-secrétariat chargé de la question des enfants. M^{me} Ilvija Pūce, membre du CPT, a proposé de présenter le rapport également lors d'une des réunions-débats qui se tiendront pendant la conférence organisée à l'occasion du 25^e anniversaire du CPT (2 mars 2015) ;
- A examiné et approuvé le projet de rapport sur la justice réparatrice en prison élaboré par le professeur Gerry Johnstone, expert scientifique, et décidé de l'envoyer au CDPC pour information et diffusion. Il a été reconnu qu'aucune activité normative ne s'imposait à ce stade mais qu'il était souhaitable de diffuser des bonnes pratiques dans ce domaine. Il a donc été décidé de proposer au CDPC de maintenir ce point à l'ordre du jour du PC-CP et d'élargir le champ d'application de l'étude en incluant aussi le recours à la justice réparatrice dans le travail de probation ;
- A examiné la suite donnée à la 19^e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation (Helsinki, juin 2014), à savoir la création d'un comité de travail et de rédaction sur la surpopulation carcérale et a souhaité pouvoir contribuer au processus de consultation des autorités nationales compétentes sur le Livre blanc relatif à la surpopulation ;

- A examiné l'intitulé, les thèmes, la teneur et les modalités possibles de la 20^e Conférence des directeurs de services pénitentiaires et de probation (juin, 2015) et a remercié le service roumain des prisons et de la probation de sa proposition d'accueillir la conférence ;
- A examiné le document révisé PC-CP (2014) 16 rév relatif à l'examen, à la promotion et à la mise en œuvre des recommandations en vigueur du Comité des Ministres dans le domaine pénitentiaire et a décidé de le communiquer au CDPC pour approbation ;
- A examiné et approuvé le rapport sur les mesures quasi-obligatoires élaboré par le professeur Anthony Beech, expert scientifique, et a décidé de l'envoyer au CDPC pour information. Il a jugé inutile de rédiger un texte normatif dans ce domaine compte tenu de la complexité du sujet et de la difficulté à délimiter l'étude avec précision ;
- A examiné les projets de rapports SPACE I et SPACE II pour 2013, formulé certaines observations et suggestions et approuvé les rapports aux fins de publication et de diffusion. Il a de nouveau demandé aux autorités nationales d'envoyer des données à temps et accepté, pour l'édition actuelle, de donner aux pays qui n'avaient pas répondu un délai supplémentaire courant jusqu'au 21 novembre 2014 ;
- A examiné la question de l'amélioration de la visibilité des dernières recommandations du Comité des Ministres dans le domaine pénitentiaire et a pris note des activités que le Conseil de l'Europe a menées jusqu'à présent ou de celles qu'il prévoit à ce sujet dans un avenir proche ;
- A pris note des activités de coopération technique dans le domaine pénitentiaire menées en 2014 ;
- A pris note de l'exposé de M. Ivica Šimac, directeur général de l'administration pénitentiaire croate, membre du Conseil d'administration d'EuroPris, sur les activités d'EuroPris en 2014 ;
- A discuté du problème de la radicalisation dans les prisons et de la probation et décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion de son groupe de travail et d'inviter des experts extérieurs afin d'examiner la question plus en détail en particulier par rapport aux travaux menés dans ce domaine par d'autres organes.

Le Conseil de coopération pénologique (PC-CP) a tenu sa 4^e réunion plénière du 5 au 7 novembre 2014 à Strasbourg sous la présidence de M. Mauro Palma et sous la vice-présidence de M^{me} Alina Barbu. La liste des participants est reproduite à l'annexe III du présent rapport.

I. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

1. L'ordre du jour et l'ordre des travaux sont adoptés (voir les annexes I et II).
2. M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, DG Droits de l'homme et Etat de droit, salue les délégations nationales et les membres du groupe de travail du PC-CP et les félicite de l'adoption de la Recommandation CM (2014) 4 qui commence à susciter des réactions positives parmi les professionnels et les universitaires en raison de sa qualité et de son utilité. Il se déclare aussi très satisfait des deux dernières Conférences des directeurs des services pénitentiaires et de probation (2013, Bruxelles et 2014, Helsinki) et remercie les services pénitentiaires et de probation de ces deux pays de les avoir accueillies. La première réunion des correspondants nationaux SPACE est aussi jugée très fructueuse. M. Kleijssen souligne l'importance du problème de la radicalisation dans les prisons et la nécessité de l'examiner plus en détail au niveau du PC-CP. Pour finir, il indique que la Direction a créé des comptes Twitter et Facebook et il invite les participants à les consulter régulièrement pour connaître les dernières évolutions.

II. Rapport sommaire de la dernière réunion du groupe de travail du PC-CP [Document PC-CP (2014) 18]

3. Le PC-CP examine en séance plénière, le rapport sommaire de la dernière réunion de son groupe de travail, lequel ne donne pas lieu à commentaires.

III. Rapport du président du PC-CP et autres points pour information

4. M. Mauro Palma, président du PC-CP, rend compte en séance plénière des travaux menés par le groupe de travail du PC-CP depuis la dernière réunion plénière en mars 2013.
5. M. Carlo Chiaromonte, chef de la Division du droit pénal et Secrétaire du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), fait part au PC-CP des décisions et de l'issue de la dernière réunion plénière du CDPC (juin 2014), et plus particulièrement de la suite donnée aux dernières conférences des directeurs des services pénitentiaires et de probation, à savoir la création d'un comité de travail et de rédaction sur la surpopulation carcérale dont la première réunion est prévue les 8 et 9 décembre 2014. Ce comité doit rédiger un Livre blanc faisant apparaître la situation en Europe et donnant des orientations aux autorités nationales pour réduire la densité carcérale.

IV. Jurisprudence la plus récente de la Cour européenne des droits de l'homme relative à l'emprisonnement

6. M. Paulo Sergio Pinto de Albuquerque, juge à la Cour européenne des droits de l'homme, précise que la situation des condamnés à perpétuité est l'un des sujets de préoccupation prioritaires de la Cour et expose en détail la jurisprudence sur ce sujet. Il souligne que la Cour reconnaît clairement le droit de tous les détenus à l'examen d'une possibilité de libération conditionnelle, la nécessité de supprimer la réclusion à perpétuité qui débouche automatiquement sur l'emprisonnement à vie sans droit à aucune libération conditionnelle, celle d'opérer un contrôle judiciaire des décisions de libération conditionnelle et le réexamen des besoins pénitentiaires.

V. Exécution des derniers arrêts relatifs à l'emprisonnement, y compris les arrêts pilotes de la Cour européenne des droits de l'homme

7. M^{me} Geneviève Mayer, chef du Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, examine les derniers arrêts pilotes de la Cour relatifs à l'emprisonnement. Elle souligne que 16 % des arrêts dont l'exécution est surveillée par le Comité des Ministres selon la procédure standard ou la procédure spéciale ont trait à des violations de l'article 3 de la Convention dans les lieux de détention. La question du transfèrement des détenus ou des procédures d'extradition est examinée et la nécessité, pour les autorités du pays vers lequel les personnes sont dirigées, de garantir le respect de l'article 3 est soulignée.

8. Certains participants se déclarent préoccupés à ce sujet par la difficulté à comparer les conditions de détention dans les différents Etats membres en raison des spécificités culturelles, de la complexité de l'infrastructure des prisons et des différences de développement économique et social des pays. Il est souligné qu'il faudrait définir des indicateurs pour faciliter la prise de décisions relatives au transfèrement et à l'extradition.

VI. Violence dans les centres de détention pour mineurs

9. Le professeur Ton Liefaard, expert scientifique, présente les résultats de l'étude et le rapport qui en découle. Le PC-CP examine et approuve le rapport dont il salue la qualité et l'utilité. Il décide de l'envoyer au CDPC pour information et diffusion. Plusieurs possibilités de diffusion auprès des autorités nationales sont examinées, dont la création d'un lien distinct renvoyant au rapport sur le site web et sa promotion dans différentes enceintes. Il est aussi décidé d'étudier de manière plus approfondie, à l'occasion des travaux futurs, la question des violences faites aux jeunes filles détenues.

VII. Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant : faits nouveaux

10. Le PC-CP prend note de la présentation par M^{me} Regina Jensdóttir, coordinatrice pour les droits de l'enfant, DG II, des activités menées ou prévues dans le cadre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant. Il approuve sa proposition de traduire sur le plan opérationnel les conclusions et les recommandations figurant dans le rapport sur la violence dans les centres de détention pour mineurs et de les diffuser auprès de tous les ministères compétents et des médiateurs des enfants et de les présenter en interne au groupe inter-secrétariat chargé de la question des enfants. M^{me} Ilvija Pūce, membre CPT, propose de présenter le rapport également lors d'une des réunions-débats qui se tiendront pendant la conférence organisée à l'occasion du 25^e anniversaire du CPT (2 mars 2015).

VIII. Justice réparatrice en prison

11. Le PC-CP examine et approuve le projet de rapport sur la justice réparatrice en prison élaboré par le professeur Gerry Johnstone, expert scientifique. Il décide de l'envoyer au CDPC pour information et diffusion. De l'avis général, aucune activité normative ne s'impose à ce stade contrairement à la diffusion des bonnes pratiques dans ce domaine qui serait très utile. Il est donc décidé de proposer au CDPC de maintenir ce point à l'ordre du jour du PC-CP et d'élargir le champ d'application de l'étude en incluant aussi le recours à la justice réparatrice dans le travail de probation.

IX. Mesures quasi-obligatoires comme alternatives à l'emprisonnement

12. Le PC-CP examine et approuve le rapport sur les mesures quasi-obligatoires élaboré par le professeur Anthony Beech, expert scientifique. Il convient de l'envoyer au CDPC pour information et décide qu'il est inutile à ce stade de rédiger un texte normatif dans ce domaine. Le CDPC n'a pas chargé le PC-CP d'identifier clairement le groupe de délinquants concerné ni de définir le sens exact de l'expression « mesures quasi-obligatoires ». Compte tenu donc de la complexité du sujet et de la difficulté à délimiter l'étude avec précision, il n'est pas possible à ce stade de définir des dénominateurs communs en Europe ni d'élaborer des normes européennes.

X. Mesures à prendre pour une meilleure visibilité et mise en œuvre de la Recommandation (2014) 3 relative aux délinquants dangereux et de la Recommandation (2014) 4 relative à la surveillance électronique

13. Le PC-CP examine la question de l'amélioration de la visibilité des dernières recommandations du Comité des Ministres dans le domaine pénitentiaire et prend note des informations communiquées à ce sujet par M. Carlo Chiaromonte, chef de la Division du droit pénal et Secrétaire du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), dans le cadre de la conférence à venir sur la surveillance électronique (novembre 2014, Strasbourg) et par M. Oscar Alarcon Jimenez, co-secrétaire du CDPC, dans le cadre d'un atelier sur les délinquants dangereux tenu à Bilbao (Espagne) en septembre 2014.
14. Il est demandé aux participants d'accélérer la traduction de ces deux recommandations dans leur langue nationale et d'envoyer les textes au Secrétariat pour qu'ils soient affichés sur le site du PC-CP.

XI. Suites à donner à la 19^e Conférence du Conseil de l'Europe des directeurs des services pénitentiaires et de probation (Helsinki, 17-18 juin 2014) et organisation de la 20^e Conférence du Conseil de l'Europe des directeurs des services pénitentiaires et de probation

15. Le PC-CP examine la suite donnée à la 19^e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation (Helsinki, 17-18 juin 2014), à savoir la création d'un comité de travail et de rédaction sur la surpopulation carcérale. Certaines délégations souhaitent pouvoir contribuer au processus de consultation des autorités nationales compétentes sur le Livre blanc relatif à la surpopulation.
16. Le PC-CP examine l'intitulé, les thèmes, la teneur et les modalités possibles de la 20^e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation (juin 2015) et remercie le service roumain des prisons et de la probation de sa proposition d'accueillir la conférence. Les participants approuvent l'intitulé de la conférence, à savoir « Défis stratégiques des services pénitentiaires et probatoires » et décident que la conférence portera essentiellement sur le recrutement des personnels pénitentiaires et des agents de probation, la sélection, les compétences de base, les programmes de formation et la gestion des situations critiques. Il est aussi question de l'organisation des ateliers et des interventions et il est demandé au groupe de travail du PC-CP d'établir la version définitive du projet de programme et de la liste des orateurs bien avant la conférence.

XII. Enquêtes SPACE I et SPACE II pour 2013

17. Le PC-CP examine les projets de rapports SPACE I et SPACE II pour 2013, formule certaines observations et suggestions et approuve les rapports aux fins de publication et de diffusion. Il demande de nouveau aux autorités nationales d'envoyer des données à temps et accepte, pour l'édition actuelle, de donner aux pays qui n'ont pas encore répondu (six au total) un délai supplémentaire qui court jusqu'au 21 novembre 2014. Il est prévu de publier et de diffuser les résultats des enquêtes au début de 2015.

XIII. Fiches d'information par pays pour l'échange d'informations sur les établissements pénitentiaires et les services de probation dans les Etats membres du Conseil de l'Europe

18. Il est demandé aux délégations nationales d'examiner les fiches d'information par pays et de prendre contact avec le Secrétariat au cas où les données concernant leur pays devraient être actualisées.

XIV. Activités de coopération dans le domaine pénitentiaire

19. M^{me} Ildiko Nemeth-Salacz, conseillère pour les programmes, donne un aperçu des activités de coopération, menées dans le domaine pénitentiaire et dans celui de la police en 2014, financées pour l'essentiel par des sources extérieures.

XV. Questions diverses

20. Le PC-CP prend note de l'exposé de M. Ivica Šimac, directeur général de l'administration pénitentiaire croate et membre du Conseil d'administration d'EuroPris, sur les activités d'EuroPris en 2014.
21. Les participants discutent du problème de la radicalisation dans les prisons et du rôle des services pénitentiaires et de probation à cet égard et décident d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du groupe de travail. Il est jugé nécessaire d'inviter des représentants du Réseau de sensibilisation à la radicalisation et d'autres organisations similaires actives dans ce domaine pour faire le bilan des travaux menés jusqu'à présent et décider de la meilleure façon, pour le Conseil de l'Europe, de contribuer à ce sujet.
22. M^{me} Alina Barbu, présidente du PC-CP et rapporteure pour les questions de genre, précise que sur un total de 63 participants, 25 femmes ont pris part à la réunion plénière.
23. Lors des discussions, la question du genre est abordée directement dans le cadre du rapport sur la violence dans les centres de détention pour mineurs et il est décidé d'examiner de manière plus approfondie, dans les années à venir, la question des jeunes filles détenues en tant que groupe de mineurs particulièrement vulnérable. Ces jeunes filles sont d'ordinaire détenues aux côtés de femmes adultes, car elles sont peu nombreuses. Certaines questions, comme les fouilles corporelles en particulier de jeunes filles traumatisées à la suite de violences sexuelles antérieures, sont portées à l'attention des participants, car elles appellent un examen plus approfondi. Ce sujet pourrait être relié aux activités qu'il est prévu de mener dans les années à venir également dans le cadre de la stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant.

24. Il ressort en outre de l'examen des données SPACE I et SPACE II que 10% des délinquants en probation sont des femmes contre 5 % de femmes emprisonnées, ce que les experts SPACE expliquent ainsi : les femmes commettent des infractions moins violentes et les tribunaux choisissent plus rarement de les incarcérer, car elles ont souvent des enfants mineurs à charge.

XVI. Dates des prochaines réunions

25. Les deux prochaines réunions du groupe de travail du PC-CP sont prévues du 4 au 6 février 2015 et du 22 au 24 avril 2015. La prochaine réunion plénière du PC-CP est prévue en novembre 2015.

ANNEXE I

AGENDA / ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting / Ouverture de la réunion

2. Adoption of the agenda and the order of business / Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

3. Adoption of the summary report of the last meeting / Adoption du rapport sommaire de la dernière réunion

PC-CP (2014) 18
English / Français

4. Information provided by the Secretariat / Informations fournies par le Secrétariat

5. Report of the PC-CP Chair / Rapport du Président du PC-CP

6. Latest case-law of the European Court of Human Rights related to imprisonment / Jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant l'emprisonnement

7. Execution of latest judgements related to imprisonment, including pilot judgements of the European Court of Human Rights / Exécution des derniers arrêts relatifs à l'emprisonnement, y compris les arrêts pilotes de la Cour européenne des droits de l'homme

8. Restorative justice in prisons / Justice réparatrice dans les prisons

PC-CP (2014) 17 rev
English / Français

9. Violence in detention institutions for juvenile offenders / Violence dans les établissements de détention pour délinquants mineurs

PC-CP (2014) 13 rev
English / Français

10. Council of Europe Strategy for the Rights of the Child: update on progress
Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits des enfants : information sur la mise en œuvre

11. Quasi-compulsory measures alternative to imprisonment / Mesures quasi-obligatoires alternatives à l'emprisonnement

PC-CP (2014) 14 rev
English / Français

CDPC (2012) 2
English / Français

CDPC (2012) 13 rev
English / Français

12. Review of the Recommendations and Resolutions in prison and probation fields / Examen des Recommandations et des Résolutions dans les domaines des prisons et de la probation

PC-CP (2014) 16 rev
English / Français

	Rec (2014) 3 English / Français
	Rec (2014) 4 English / Français
13. Measures to be taken for better visibility and implementation of Recommendation (2014) 3 concerning dangerous offenders and regarding Recommendation (2014) 4 on electronic monitoring / Mesures à prendre pour une meilleure visibilité et la mise en œuvre de la Recommandation (2014) 3 relative aux délinquants dangereux et concernant la Recommandation (2014) 4 relative à la surveillance électronique	Dangerous Offenders Bilbao Programme / Délinquants dangereux Programme Bilbao Malaga Conference Programme / Programme Conférence Malaga
14. Follow-up to be given to the 19th Council of Europe Conference of Directors of Prison and Probation Services (Helsinki, 17-18 June 2014) / Suites à donner à la 19^e Conférence du Conseil de l'Europe des Directeurs des services pénitentiaires et de probation (Helsinki, 17-18 juin 2014)	Speech Mr Palma English only Speech Mr Boillat Français uniquement
15. Organisation of the 20th Council of Europe Conference of Directors of Prison and Probation Services / Organisation de la 20^e Conférence du Conseil de l'Europe des Directeurs des services pénitentiaires et de probation	
16. SPACE I and SPACE II surveys for 2013 / Enquêtes SPACE I et SPACE II pour 2013	PC-CP (2014) 11 SPACE I 2013 Report English only PC-CP (2014) 12 SPACE II 2013 Report English only
17. Country factsheets for exchange of information related to prisons and probation services in the Council of Europe member states / Fiches pays pour l'échange d'informations relatives aux services pénitentiaires et de probation dans les Etats membres du Conseil de l'Europe	Direct link to the factsheets Lien direct vers les fiches pays
18. Co-operation activities in the penitentiary field / Activités de coopération dans le domaine pénitentiaire	
19. Any other business / Questions diverses	
20. Dates of the next plenary meeting / Dates de la prochaine réunion plénière	

OoO

ANNEXE II**ORDER OF BUSINESS / ORDRE DES TRAVAUX**

WEDNESDAY 5 NOVEMBER / MERCREDI 5 NOVEMBRE	
<i>Morning / Matin</i>	
9.00 - 10.30	<p>Opening, adoption of the order of business, the agenda and the last meeting report Ouverture, adoption de l'ordre des travaux, de l'ordre du jour et du rapport de la dernière réunion</p> <p>Information by the Secretariat Informations fournies par le Secrétariat</p> <p>Report of the Chair Rapport du Président</p>
10.30 - 10.50	<p>Coffee break Pause café</p>
10.50 - 13.00	<p>Case-law of the European Court of Human Rights (ECtHR) Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)</p> <p>Execution of ECtHR judgments related to prisons Exécution des arrêts de la CEDH relatifs à l'emprisonnement</p>
<i>Afternoon / Après-midi</i>	
14.30 - 16.00	<p>Violence in institutions for juvenile offenders Violence dans les établissements de détention pour délinquants mineurs</p> <p>Council of Europe Strategy for the Rights of the Child: update on progress Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits des enfants : information sur la mise en œuvre</p>
16.00 - 16.20	<p>Coffee break Pause café</p>
16.20 - 18.00	<p>Country factsheets Fiches pays</p> <p>Follow-up to the 19th Conference of Directors of Prison and Probation Services (June 2014, Helsinki) Suites à donner à la 19^e Conférence des Directeurs des services pénitentiaires et de probation (juin 2014, Helsinki)</p> <p>Organisation of the 20th Conference of Directors of Prison and Probation Services, 2015 Organisation de la 20^e Conférence des Directeurs des services pénitentiaires et de probation, 2015</p>

THURSDAY 6 NOVEMBER / JEUDI 6 NOVEMBRE	
<i>Morning / Matin</i>	
9.30 - 11.00	Restorative justice in prisons La justice réparatrice dans les prisons
11.00 - 11.20	Coffee break Pause café
11.20 - 12.00	Continuation of the discussion on the topic related to restorative justice in prisons (if needed) Continuation de la discussion au sujet de la justice réparatrice dans les prisons (si nécessaire)
12.00 - 13.00	Review of the Committee of Ministers Recommendations in the penitentiary field Examen des Recommandations du Comité des Ministres dans le domaine pénitentiaire
<i>Afternoon / Après-midi</i>	
14.30 - 16.30	Measures to promote Recommendation (2014) 3 on dangerous offenders and Recommendation (2014) 4 concerning electronic monitoring Mesures afin de promouvoir la Recommandation (2014) 3 relative aux délinquants dangereux et la Recommandation (2014) 4 relative à la surveillance électronique Co-operation activities in the penitentiary field Activités de coopération dans le domaine pénitentiaire
FRIDAY 7 NOVEMBER / VENDREDI 7 NOVEMBRE	
<i>Morning / Matin</i>	
9.00 - 10.30	SPACE I & II
10.30 - 10.50	Coffee break Pause café
10.50 - 13.00	Report on the use of quasi-compulsory measures as alternatives to imprisonment Rapport sur l'utilisation des mesures quasi-obligatoires alternatives à l'emprisonnement Any other business Questions diverses

ANNEXE III

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Apologised/Excusé

ANDORRA / ANDORRE

Apologised/Excusé

ARMENIA / ARMÉNIE

Armenuhi HARUTYUNYAN

Chef de la Division de la Commission judiciaire, Département des Affaires internationales légales, Ministère de la Justice de la République d'Arménie

AUSTRIA / AUTRICHE

Apologised/Excusé

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Tagi EYNULLAYEV

Deputy Head, International Co-operation Department of the Ministry of Justice, Baku

Namir GULIYEV

Senior Inspector, Operative-regime Department, Penitentiary Service, Ministry of Justice, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Lamya AMRANI

Attaché CNSE-NCET, DGMJH - SPF Justice, Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Goran ROKVIĆ

Inspector for Execution of Criminal Sanctions, Ministry of Justice, Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE

Nadya RADKOVSKA

Head of the Department for International Relations and Training of Staff, General Directorate Execution of Sentences, Ministry of Justice, Sofia

CROATIA / CROATIE

Martina BARIĆ

Head of Unit of Special Treatment Programmes for Prisoners and Juveniles, Treatment Department, Head Office of the Prison system Directorate, Ministry of Justice, Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Lina CHATZIATHANASIOU

Counsel of the Republic of Cyprus, Law Office of the Republic of Cyprus, Nicosia

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Tomáš OLŠAR

International relations officer, Prison Service, Prague

Jitka ČÁDOVÁ

Director of the Probation and mediation service, Prague

Aneta DUFKOVÁ

Director's assistant, international relations, Prague

DENMARK / DANEMARK

Hanne Høegh RASMUSSEN

Prison Governor Anstalten ved Herstedvester, Herstedvester Prison, Albertslund

ESTONIA / ESTONIE

Jako SALLA

Head of Criminal Policy Analysis Division, Ministry of Justice, Tallinn

FINLAND / FINLANDE

Apologised/Excusé

FRANCE

Martine BIRLING

Directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, Responsable du pôle des relations internationales, Direction de l'administration pénitentiaire - DAP/SCERI, Ministère de la Justice et des Libertés, Paris

GEORGIA / GÉORGIE

Apologised/Excusé

GERMANY / ALLEMAGNE

Almuth HAENSCH

Staatsanwältin, Counsel, Division for Law governing the Prison Service; Probation Service, Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz, (Federal Ministry of Justice and Consumer Protection), Berlin

GREECE / GRÈCE

Apologised/Excusé

HUNGARY / HONGRIE

László HUSZÁR

Head of Department of Strategy, Planning and Evaluation of HQ, Budapest

ICELAND / ISLANDE

Apologised/Excusé

IRELAND / IRLANDE

Gerard McDONAGH

Principal Officer, Prisons & Probation Policy Division, Department of Justice and Equality, Montague Court, Dublin

ITALY / ITALIE

Roberta PALMISANO

Magistrate, Director of the Office for Studies Research Legislation and International Relations, Department of Italian Penitentiary Administration, Roma

LATVIA / LETTONIE

Kristine KIPENA

Head of Punishment Execution Policy Unit, Ministry of Justice, Riga

LIECHTENSTEIN

Apologised/Excusé

LITHUANIA / LITUANIE

Tauras RUTKŪNAS

Chief Specialist, Unit of Criminal Justice, Administrative and Criminal Justice Department, Ministry of Justice, Vilnius

LUXEMBOURG

Michèle WILWERDING

Agent de probation, Préposée-adjointe du service de probation, Parquet Général / Service Central d'Assistance Sociale, Luxembourg

MALTA / MALTE

Anthony VELLA

Dr., Lawyer, Office of the Attorney General, Ministry for Justice, Culture and Local Government, La Valletta

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Apologised/Excusé

MONACO

Apologised/Excusé

MONTENEGRO

Slavica RABRENOVIĆ

Director general, Directorate for Execution of Criminal Sanctions, Ministry of Justice, Podgorica

Lidija MAŠANOVIĆ

Head of Unit for IPA and other International projects, Ministry of Justice, Podgorica

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Apologised/Excusé

NORWAY / NORVÈGE

Tom Alexander ENGER

Director, Head of regulations and security, The Directorate of the Norwegian correctional service, Sandnes

Anne-Li N. FERGUSON

Senior Adviser, Royal Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Oslo

POLAND / POLOGNE

Apologised/Excusé

PORTUGAL

Apologised/Excusé

ROMANIA / ROUMANIE

Claudiu Cătălin BEJAN

Director General of the National Administration of Penitentiaries, Bucharest

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Leonid KLIMAKOV

Head of the Legal Department of the Federal Penal Service, Ministry of Justice, Moscow

Nikolay TARANENKO

Officer of the International Department of the Federal Penal Service, Ministry of Justice, Moscow

Anton MARKOVSKIY

Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation at the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Apologised/Excusé

SERBIA / SERBIE

Apologised/Excusé

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Apologised/Excusé

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Slava NOVAK

Head of the International Cooperation, Head Office, Prison Administration, Ministry of Justice and Public Administration, Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE

Jesús NÚÑEZ PEÑA

Head of the Classification Department, Vice-Direction of Penitentiary Treatment and Management, Sub. Gral. Relaciones Institucionales y Coordinación Territorial, Secretaria General De Instituciones Penitenciarias, Madrid

SWEDEN / SUÈDE

Apologised/Excusé

SWITZERLAND / SUISSE

Walter TROXLER

Chef de l'Unité exécution des peines et mesures, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Berne

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”

Jasmenka DONCHEVSKA

Head of Sector, Prison Administration

TURKEY / TURQUIE

Mahmut ATEŞ

Judge, Ministry of Justice, Beşevler/Ankara

UKRAINE

Apologised/Excusé

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Gill ATTRILL

OBE C.Psychol, Head of Commissioning Strategies Group, Directorate of Commissioning and Commercial, National Offender management Service, Ministry of Justice, London

Colin McCONNELL ***Apologised/Excusé***

Chief Executive, Scottish Prison Service

**WORKING GROUP OF THE COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / GROUPE DE TRAVAIL
DU CONSEIL DE COOPERATION PENOLOGIQUE
(PC-CP)**

Alina BARBU

Vice-Chair of the PC-CP, Legal expert, Directorate of Drafting legislation Department, Ministry of Justice, Bucharest, Romania

Harald FØSKER

Director of International Cooperation, Norwegian Correctional Services, Oslo, Norway

Vivian GEIRAN

Director, Probation Service HQ, Dublin, Ireland

Antanas JATKEVIČIUS

Head of Criminal and Administrative Law Unit, Legal Department, Office of the Parliament; Vilnius, Lithuania
Research fellow, Lithuanian Institute of Law, Vilnius, Lithuania

Joerg JESSE

Director General, Prison and Probation Administration, Acts of Clemency, Ministry of Justice, Mecklenburg - Western Pomerania, Schwerin, Germany

Attila JUHÁSZ

Prison Governor, Senior member, Heves County Remand Prison, Eger, Hungary

Dominik LEHNER (Dr.)

Head of Penal Services (Chef d'office d'exécution des peines), Justice and Security Department Basel-City, Basel, Switzerland

Peter LINDSTRÖM

Associate Professor, Stockholm County Police, Stockholm, Sweden

Mauro PALMA

Chair of the PC-CP, Adviser to the Minister of Justice, Roma, Italy

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Marcelo AEBI
Professeur, Vice-directeur, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne, Suisse

Julien CHOPIN
Assistant-doctorant en criminologie, Université de Lausanne, École des sciences criminelles, Criminologie et droit pénal, Lausanne, Suisse

Anthony BEECH
Professor in criminological psychology, University of Birmingham, United Kingdom
Tel. +44 121 414 7215, e-mail: tonybeech99@btinternet.com

Gerry JOHNSTONE
Professor of Law, Law School, University of Hull, United Kingdom

Ton LIEFAARD
Prof. Dr. T. (Ton) Liefwaard, Professor of Children's Rights (UNICEF Chair), Leiden University, Law School, Leiden, Netherlands

* * * * *

OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE / OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

Apologised/Excusé

UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Apologised/Excusé

CANADA

Apologised/Excusé

JAPAN / JAPON

Apologised/Excusé

MEXICO / MEXIQUE

Alejandro MARTÍNEZ PERALTA
Observateur Permanent Adjoint du Mexique, Mission permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES

UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME / OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC)

Apologised/Excusé

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)

Apologised/Excusé

INTERNATIONAL CENTRE FOR PRISON STUDIES

Apologised/Excusé

EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE

Olivier TELL ***Apologised/Excusé***
Head of Unit, European Commission, Directorate-General Justice, Unit B1 - Procedural Criminal Law, Brussels, Belgium

OTHER PARTICIPANTS/ AUTRES PARTICIPANTS

EUROPEAN ORGANISATION FOR PROBATION / ORGANISATION EUROPÉENNE DE LA PROBATION (CEP)

Willem VAN DER BRUGGE
Secretary General CEP, the European Organisation for Probation, Utrecht, Netherlands

PENAL REFORM INTERNATIONAL (PRI)

Apologised/Excusé

EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris)

Ivica ŠIMAC
Board Member, Director General of Croatian Prison Administration
EuroPris, The Hague, Netherlands

* * * *

EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE (CPT) / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE (CPT)

Ilvija PŪCE
Member of the CPT, Latvian Centre for Human Rights, Riga

PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

Apologised/Excusé

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Paulo Sergio PINTO DE ALBUQUERQUE
Judge at the European Court of Human Rights, Strasbourg

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

**DIRECTORATE GENERAL I - HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW
INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME DIRECTORATE**

**DIRECTION GÉNÉRALE I - DROITS DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT
DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ**

Jan KLEIJSEN
Director / Directeur

Action against Crime Department / Service de la Lutte contre la Criminalité

Ivan KOEDJIKOV
Head of Department / Chef de Service

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Carlo CHIAROMONTE
Head of Division / Chef de Division
Secretary to the European Committee on Crime Problems (CDPC) / Secrétaire du Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)

Oscar ALARCÓN JIMÉNEZ
Co-Secretary of the European Committee on Crime Problems (CDPC) / Co-secrétaire du Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)

Ildiko NEMETH-SALACZ
Programme Adviser / Conseiller de programme

Ilina TANEVA
Secretary to the PC-CP / Secrétaire auprès du PC-CP

Christine COLEUR
Assistant / Assistante

Department for the Execution of the Judgments of the ECHR / Service de l'Exécution des Arrêts de la CEDH

Geneviève MAYER
Head of Department / Chef de Service

Children's Rights Division - DG II - Directorate General of Democracy / Division des droits des enfants - DG II - Direction Générale de la démocratie

Regina JENSDÓTTIR

Children's Rights Co-ordinator, Head of the Children's Rights Division / Coordinatrice des droits de l'enfant, Chef de la Division des droits des enfants

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Derrick WORSDALE
Didier JUNGLING
Christine TRAPP